

Tempérer l'engouement

Ce début d'année 2011 consacre l'Allemagne en France : il n'est de médias, d'hommes politiques, de patrons qui ne se réfèrent maintenant ouvertement à l'exemple allemand, à ses qualités et à la solidité de son modèle. Que ce soit à droite pour le gouvernement Fillon, pour Jean-François Copé à l'UMP et pour le Medef, ou à gauche pour les socialistes et sociaux-démocrates réunis à Strasbourg par le Cercle de réflexion réformiste européen « Inventer à Gauche », tous s'accordent à dire que « *l'Allemagne montre la voie* ». Après des années de suspicions, de ricane-

ments sur les réformes du chancelier Gerhard Schröder, de « *Je t'aime moi non plus* », chacun y va maintenant de son petit laïus sur ses réseaux outre-Rhin. Les difficultés issues de la réunification ou de la terrible année 2008 (-4,7 % de croissance) semblent loin derrière. C'est que l'insolente santé financière de l'Allemagne (déficit public de 3,5 % contre 7,7 % pour la France ; balance commerciale de +141 milliards d'euros contre -45,7 ; taux de chômage de 7,2 % contre 9,2 % et surtout le taux de croissance de +3,6 % contre 1,5 %) a de quoi interroger les Français quant à leurs capacités à conserver leur leadership à la tête de l'Europe. Et force est de constater que l'Allemagne est devenue en dix-huit mois LA locomotive de l'Europe – et que la France court derrière elle. Le fameux moteur franco-allemand a coulé une bielle.

Cela dit, et s'il est vrai que la réussite allemande doit nous inspirer et nous interroger sur les limites du modèle français, s'il est vrai également que l'apparition de ce déséquilibre met en péril toute la construction européenne en faisant peser des risques d'effondrement de la zone euro, ainsi qu'un risque de perte de compétitivité globale (et de déclassement de l'Europe au niveau mondial) et une crise de confiance majeure à l'égard des institutions européennes, cet engouement aussi subit qu'inattendu mériterait d'être à tout le moins pondéré, tempéré.

Car si l'Allemagne connaît une réussite économique sans précédent, ses équilibres politiques vont être durement éprouvés au cours des difficiles échéances électorales régionales qui attendent la chancelière en 2011 (*voir l'analyse de François Talcy dans ce numéro*). Et au-delà, c'est sur le front du social que de mauvaises surprises pourraient apparaître à la faveur d'une inflation repartie à la hausse qui ne satisfait pas les classes moyennes dont le pouvoir d'achat stagne ou s'effrite et qui deviennent revendicatives.

A cela s'ajoute un problème démographique qui va prendre de plus en plus d'ampleur dans les années à venir et une contestation syndicale qui gagne du terrain emmenée par le puissant syndicat de la métallurgie allemande *IG Metall* qui vient d'obtenir un statut d'emploi à vie pour les salariés de *Siemens*.

Enfin on ne peut exclure un retournement de croissance en Chine (et plus largement dans les pays émergents qui vont devoir faire face à de nombreuses revendications sociales) qui mettrait à mal les exportations allemandes, principal moteur de sa croissance.

La situation en Allemagne n'est donc, à bien y réfléchir, peut-être pas aussi luxuriante qu'il n'y paraît et à tout le moins elle devrait inspirer à ces nouveaux et opportunistes « groupies » attirés par les lumières de la réussite financière germanique un peu de prudence et leur rappeler que la France doit rester aux côtés de l'Allemagne et non se mettre à la remorque de celle-ci.

Jamais la complémentarité (et la différence) entre ces deux pays n'a été si apparente, et si nécessaire, pour porter le projet européen. L'oublier serait précipiter et l'un et l'autre dans une impasse à court ou moyen terme.

Olivier Breton
Directeur du magazine *ParisBerlin*

« La France doit rester aux côtés de l'Allemagne et non se mettre à la remorque de celle-ci. »